

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND MARQUÉE PAR LE POIDS DE L'HISTOIRE

L'impérialisme allemand, « *champion du monde des exportations* », occupe – de part sa puissance économique, industrielle en particulier – une place décisive qui contribue à son enrichissement. L'Allemagne domine des marchés cruciaux comme celui des machines, de la chimie, de l'automobile et de l'aéronautique. La plus grande partie de son appareil industriel est toujours localisé en Allemagne, comme en témoigne les chiffres très positifs de son commerce extérieur – ce qui la rend en même temps particulièrement dépendante de son prolétariat. Les gains engrangés à partir de l'activité industrielle ont également permis à l'Allemagne d'exporter massivement des capitaux, ce qui est l'une des caractéristiques du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, une autre caractéristique de l'époque impérialiste étant le rôle décisif des monopoles. L'une des illustrations les plus spectaculaires de ce rôle des monopoles et de l'importance de l'exportation de capitaux fut le rachat par Daimler-Benz (Mercedes) de l'américain Chrysler,

l'un des trois monopoles automobiles des USA, lequel Chrysler contribue aujourd'hui de manière décisive aux profits du trust allemand.

De ce point de vue, l'Allemagne est bien l'un des plus puissants impérialismes de la planète, figurant avec le Japon immédiatement au deuxième rang, c'est-à-dire derrière les Etats-Unis et devant la France, le Royaume-Uni et tous les autres.

Mais une telle place économique et financière, , contraint l'Allemagne à avoir une politique étrangère active, et à renforcer le rôle de son armée : il n'y a pas, pour un impérialisme, de politique étrangère crédible sans armée crédible. Or, sur ce plan, l'impérialisme allemand est handicapé par son Histoire : il s'est construit tardivement, alors que le partage du monde était achevé par les puissances coloniales au début du 20^e siècle, et la double guerre mondiale s'est achevée pour lui par une défaite telle qu'il ne peut plus désormais envisager de recourir à la guerre pour étendre sa puissance.

L'IMPÉRIALISME ALLEMAND : UNE FORTE DÉPENDANCE MILITAIRE

Sa situation économique plutôt favorable comparée à celle d'autres puissances impérialistes est ainsi handicapée par les rapports de forces issus de l'Histoire. Pour se renforcer, pour trouver les moyens de faire face, à son avantage, à la crise du capitalisme mondial, l'impérialisme allemand doit avoir les moyens de sécuriser ses approvisionnements miniers et énergétiques, de disposer d'un accès privilégié aux grands marchés extérieurs, de garantir ses investissements à l'étranger. Dans cet objectif, la puissance politique et militaire est indispensable ; c'est l'hégémonie militaire américaine qui permet à l'impérialisme américain de rapatrier d'importants bénéfices dans le secteur du pétrole, de l'agro-alimentaire ou de l'armement, depuis les pays dominés du Moyen-Orient ou de l'Amérique Latine, alors que son industrie subit de plus en plus les contrecoups de la concurrence européenne et asiatique.

puissance militaire américaine. Malgré des intérêts de plus en antagonistes, du fait de l'exacerbation de la concurrence mondiale, l'impérialisme allemand ne pouvait que se ranger inconditionnellement derrière les Etats-Unis. Le parti de la bourgeoisie allemande, la CDU/CSU, s'est en grande partie construite sur l'alliance américano-allemande.

Pour contourner ces entraves issues de l'après-guerre, l'impérialisme allemand s'est d'abord saisi de la construction européenne, en concédant, pendant de longues années, un leadership politique à la France sans rapport avec la puissance économique de cette dernière. La réunification de l'Allemagne, en 1990, a bouleversé la situation. D'une part, l'Allemagne réunifiée a acquis dans l'Union Européenne une position nettement dominante, en particulier vis-à-vis de l'impérialisme français. D'autre part, l'impérialisme allemand a pu, au cours des années 90, se dégager progressivement du carcan imposé par les Alliés. Pour la première fois depuis 1945, l'Allemagne a participé à une intervention armée en dehors de ses frontières au Kosovo, en 1999.

Divisé et occupé par les vainqueurs de 1945, privé d'une véritable armée, l'impérialisme allemand est de ce point de vue longtemps resté totalement dépendant de la

LA « NORMALISATION » DE L'ARMÉE ALLEMANDE

Dans les années qui suivent la réunification allemande, le gouvernement Kohl tend ainsi à affirmer l'impérialisme allemand, désormais libéré d'une partie de ses chaînes. Les événements les plus spectaculaires étant d'une part, le départ des troupes d'occupation du Kremlin, et, progressivement, la réduction des troupes françaises, anglaises et américaines ; d'autre part, la mise en place de la monnaie unique européenne aux conditions allemandes.

Du point de vue militaire, la politique des deux mandats du gouvernement Schröder-Fischer est particulièrement emblématique. Pour la première fois depuis 1945, la Bundeswehr – l'armée allemande – participe à une intervention armée à l'extérieur, au Kosovo, à partir de 1999, sous la direction de Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères et dirigeant des Verts, un parti qui s'était totalement construit sur le « *pacifisme* ». Il s'agissait, pour l'impérialisme allemand, d'achever la partition de la Yougoslavie (à laquelle elle avait largement contribué), afin de récupérer l'influence

historique dont elle disposait dans cette partie des Balkans.

Mais le Kosovo joue également le rôle d'un laboratoire pour l'impérialisme allemand, tant du point de vue militaire que politique. D'une part, la Bundeswehr trouve enfin un terrain d'exercice dans laquelle elle peut optimiser ses méthodes d'occupation de territoires étrangers. De l'autre côté, de très nombreux conseillers économiques et politiques sont en place auprès du gouvernement kosovar, qui est sous une complète domination allemande.

Cette montée en puissance militaire, néanmoins relative, ne s'accompagne pas d'une diminution du rôle de l'Union Européenne comme outil des intérêts extérieurs allemands. En témoigne ainsi la motion d'un député parlementaire FDP (Stinner), qui réclamait, en 2004, l'annexion du Kosovo à l'UE ; cette motion indique que *« le retour du Kosovo dans le giron serbe est inacceptable pour la majorité albanaise de cette région. La souveraineté du Kosovo doit être transférée à l'UE »*. Par la suite, des *« mandataires »* étrangers chargés de l'administration du Kosovo exerceraient les fonctions régaliennes de police, de justice et assumeraient également l'administration interne et la politique extérieure¹.

L'intervention extérieure au Kosovo, en 1999, est suivie en 2001 par l'intervention en Afghanistan, sous le contrôle, une fois encore de l'impérialisme américain. Cependant, la montée en puissance des ambitions politiques de l'impérialisme allemand conduit mécaniquement, à l'époque de l'impérialisme pourrissant, à une situation conflictuelle avec l'impérialisme dominant à l'échelle mondiale. Durant la

LE GOUVERNEMENT DE GRANDE COALITION MERKEL-MÜNTEFERING DANS LA CONTINUITÉ

Ainsi s'explique que, lors de la formation du gouvernement de grande coalition CDU/SPD, ait été nommé au ministère des Affaires Etrangères Frank-Walter Steinmeier, ancien conseiller spécial de Schröder, et parfait inconnu du grand public jusqu'alors. Ce choix montre que Merkel est conduite à se placer, pour sa politique extérieure, dans la parfaite continuité de Schröder ; le choix d'un ministre SPD confirmant la poursuite d'une politique d'émancipation vis-à-vis des Etats-Unis (et de la France), politique qu'un ministre de la CDU/CSU, du fait des liens historiques avec les Etats-Unis, aurait eu beaucoup de difficultés à mener. Sur ce plan en particulier, la bourgeoisie allemande exige une politique d'union nationale.

Dans son discours de politique générale, Merkel confirme les ambitions allemandes dans le domaine militaire : *« Si nous voulons participer aux décisions, nous sommes également prêts à partager les tâches. Le nouveau gouvernement fédéral veillera à ce qu'il n'y ait pas de déséquilibre entre les objectifs et les capacités de la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne. C'est pourquoi le gouvernement fédéral poursuivra de façon systématique la transformation de la Bundeswehr*

campagne pour les élections fédérales de 2002, Schröder prend nettement position pour refuser toute intervention militaire en Irak, avec ou sans l'ONU, ce qui est une position plus ferme que celle de Chirac. Ce refus correspond à l'aspiration du prolétariat et de la jeunesse allemands, et permet alors à Schroder de se faire réélire. Mais il correspondait aussi aux intérêts propres de l'impérialisme allemand.

De fait, à cause de l'inféodation traditionnelle de la CDU/CSU à l'impérialisme américain, le SPD et les Verts étaient les mieux placés pour effectuer cette évolution revirement stratégique pour le compte de la bourgeoisie allemande. Lors des élections de 2002, le candidat de la CDU/CSU, Stoiber, n'avait pu formuler que de vagues préalables à un appui par Berlin de l'intervention militaire en Irak.

Encore faut-il préciser que la « rupture » fut partielle et soigneusement limitée : il était ainsi hors de question que l'impérialisme allemand entrave l'opération américaine contre l'Irak ; simplement, il n'y participait pas. Ce revirement ne traduit pas une rupture de fond avec l'ordre impérialiste mondial, ni même avec les Etats-Unis. Ainsi, alors que Schröder et son *« pacifiste »* ministre des Affaires Etrangères, le Vert Joschka Fischer, ont été réélus sur le refus de toute intervention militaire en Irak, il est apparu que les services secrets allemands avaient en réalité fourni de nombreuses informations stratégiques aux Etats-Unis, en particulier les plans de défense de la capitale irakienne. D'autre part, il est désormais quasiment avéré que les avions-prisons de la CIA ont transité par l'Allemagne dans le cadre de la *« lutte contre le terrorisme »*, ces révélations provoquant un important scandale en Allemagne.

en une armée d'intervention. ». Merkel annonce ainsi un nouveau livre blanc pour les interventions militaires. *« Nous possèderons ainsi un nouveau document fondamental rédigé par le gouvernement fédéral sur la politique de sécurité de l'Allemagne et sur la Bundeswehr. »*. Merkel maintient par ailleurs la revendication d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au printemps 2006, cette politique se concrétise par la décision du Bundestag de procéder à l'envoi de troupes allemandes en République Démocratique du Congo – aux côtés de troupes françaises et espagnoles. De plus, la Bundeswehr prendra la direction de la mission mise en place par l'ONU. 800 soldats environ sont attendus pour l'été. Le Bundestag avait déjà autorisé, en décembre 2004, le principe de l'envoi de 200 soldats de la Bundeswehr au Darfour (Soudan). Il s'agit de tenter de prendre place dans des pays stratégiques tant pour leur situation géographique que pour leurs richesses pétrolière (Soudan) et minière (Congo). Plus de 6.000 soldats allemands sont désormais stationnés en dehors des frontières allemandes, dont 3.000 au Kosovo et 2.700 en Afghanistan.

Ces redéploiements militaires, aussi symboliques soient-ils, ne peuvent cependant suffire à l'Allemagne pour prétendre disputer à l'impérialisme dominant – aux Etats-Unis – leur suprématie militaire. Les dépenses militaires allemandes (30 milliards d'euros) ne dépassent pas le dixième de celle des Etats-Unis (plus de 400 milliards). Et, plus fondamentalement, ni l'Allemagne ni quiconque ne peut aujourd'hui envisager un seul instant de remettre en cause l'hégémonie militaire américaine. La bourgeoisie allemande connaît le prix qu'elle a dû payer pour avoir tenté de modifier militairement les rapports entre impérialismes, et n'est pas prête d'oublier l'écrasement total subi en 1945. Il lui faut désormais savoir être patiente, et compter sur le rôle des capitaux pour renforcer son emprise.

À l'échelle européenne, la contestation de la domination militaire franco-britannique constitue cependant un objectif évident pour la bourgeoisie allemande. En 2005, plusieurs conflits ont opposé Français et Allemands pour le contrôle de l'industrie de défense européenne. Ainsi, le groupe français Thalès n'a pu acquérir le groupe allemand Atlas Elektronik, spécialisé dans les radars, qui fut finalement racheté par le trust allemand Thyssen pour 150 millions d'euros une somme deux fois inférieure à celle proposée par les français (300 millions d'euros)! De la même façon, Daimler a dû racheter le constructeur

L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE DE L'EST

La maîtrise de ses approvisionnements énergétiques constitue une autre illustration de la politique extérieure de l'Allemagne et, plus spécifiquement, de ses relations avec les pays d'Europe de l'Est. L'énergie est en effet un problème majeur pour l'Allemagne, dépourvue de toute ressource pétrolière et de toute grosse compagnie pétrolière nationale, à la différence de l'ensemble de ses rivaux d'Europe de l'Ouest. Pour compenser cette totale dépendance, l'impérialisme allemand cherche donc à se doter d'un accès privilégié aux immenses réserves d'hydrocarbures russes.

Dans cet objectif, l'impérialisme allemand s'est doté, sous le gouvernement Schröder, d'un bras armé : le trust E.ON. Cette compagnie d'électricité a été fusionnée en 2001 avec Ruhrgas, ancienne régie régionale de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui disposait à ce titre de liens privilégiés avec le SPD qui dirigeait ce Land de longue date. Cette fusion, qui a donné naissance au plus grand trust énergétique d'Europe de l'Ouest, a été chèrement défendue par Schröder contre les autorités anti-trusts de Bruxelles. Depuis lors, E.ON a acquis de très nombreux réseaux de gaz d'Europe de l'Est – grâce à l'ouverture à la concurrence exigée par Bruxelles aux nouveaux membres de l'Union Européenne – afin de contrôler l'accès au gaz russe ; elle a signé en conséquence un accord préférentiel avec le russe Gazprom.

LE RENFORCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le renforcement de l'Union Européenne constitue alors logiquement pour Merkel l'axe central de sa politique extérieure. Il ne s'agit certes plus de concéder aux

de moteurs (en partie militaires) MTU afin de le soustraire aux appétits de l'américain Carlyle.

Parallèlement, la France et le Royaume-Uni se disposent également pour défendre leur industrie militaire. British Aerospace a en effet vendu sa part dans l'aviation civile (Airbus) pour racheter de nombreuses petites sociétés opérant dans le domaine militaire, dont beaucoup d'américaines, traduisant l'alignement du Royaume-Uni sur les Etats-Unis. La France, isolée, est contrainte d'utiliser son Etat : il entre ainsi au capital du constructeur militaire SAGEM, en le fusionnant avec un groupe nationalisé (la SNECMA), et organise la fusion des arsenaux nationaux avec le groupe Thalès. La proposition de Sarkozy de constituer un « EADS » de la construction navale militaire, afin de fusionner les chantiers navals français et allemands est sèchement refusé par Merkel, indiquant que par là que l'Allemagne n'est plus prête à accepter un partenariat avec la France sur un pied d'égalité, que le moment d'un partenariat « à égalité », qui avait prévalu à la naissance du trust aéronautique EADS, est désormais révolu. Dans le domaine de l'aviation militaire, l'Eurofighter construit par les Allemands (avec des renforts espagnols et italiens) est déjà en concurrence frontale avec le Rafale de Dassault.

Parallèlement, l'Allemagne défend seule, contre les intérêts des autres pays d'Europe de l'Ouest comme de l'Est, la construction d'un nouveau gazoduc dans la Mer Baltique qui doit acheminer directement le gaz russe depuis St-Petersbourg jusqu'aux côtes allemandes, en contournant la Pologne (qui proteste vigoureusement) et les anciennes républiques soviétiques (pays baltes, Biélorussie, Ukraine). Le consortium construisant ce gazoduc est financé pour moitié par Gazprom, pour moitié par des capitaux allemands (E.ON et le trust chimique BASF) ; il est par ailleurs le nouvel employeur de l'ancien chancelier Schröder qui avait alors fortement appuyé ce projet.

En même temps, l'Allemagne n'est pas hégémonique en Europe du fait de la place particulière des États-Unis à l'échelle mondiale. Et c'est sur les États-Unis que s'appuient certaines bourgeoisies débiles de l'Est de l'Europe. Ainsi, en Pologne, l'actuel gouvernement ultraractionnaire défend bec et ongles les intérêts de la petite bourgeoisie polonaise et des fractions de la bourgeoisie qui se font écraser les pieds. Pour cela, il s'appuie sur les États-Unis contre l'Allemagne. Et l'impérialisme américain, pour la défense de ses intérêts propres, contre l'impérialisme allemand et les impérialismes d'Europe, utilise les contradictions internes à l'Union européenne.

Français une place sans rapport avec leur puissance économique, mais d'utiliser l'Union Européenne pour renforcer la défense des intérêts allemands en Europe et

dans le Monde et, dans ce cadre, d'essayer d'utiliser l'impérialisme français contre ses rivaux.

Depuis 1990, la réunification de l'Allemagne, l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est (la zone d'influence traditionnelle de l'Allemagne, mise entre parenthèses entre 1945 et 1990), et la mise en place de l'euro aux conditions allemandes ont constitué un succès pour la bourgeoisie allemande. Pour ses concurrents français et italiens, la situation est beaucoup plus mitigée : les principaux monopoles français et italiens en sont renforcés, pouvant se déployer sans entraves dans toute l'union européenne ; mais pour les secteurs industriels à productivité médiocre, qui recouraient traditionnellement à des « dévaluations compétitives » pour relancer leurs exportations, la mise en place de l'euro ne leur permet plus de tenir tête face à certains concurrents allemands. Dans quelques cas, l'euro a littéralement permis à l'industrie allemande de « tuer » des rivaux italiens ou français. Il s'en suit de profondes divisions au sein des bourgeoisies française et italienne, qui se répercutent avec violence au niveau politique.

La mise en place du Traité Constitutionnel Européen (TCE) aurait constitué un pas supplémentaire pour affirmer la domination allemande au sein de l'Union Européenne, notamment afin d'intégrer les conséquences de l'élargissement à l'Est. Le N°99-100 de CPS expliquait ainsi :

« En réalité, ce traité constitutionnel, qui n'est pas une constitution, vise à rassembler en un tout plus ou moins cohérent tous les traités antérieurs, depuis les traités fondant l'Union jusqu'aux derniers traités d'adhésion.

Son enjeu essentiel, c'est de procéder, une fois encore, à un nouvel rééquilibrage entre les différents États, et leur poids au sein des institutions européennes. Ceci concerne par exemple, le nombre de commissaires, le nombre de députés, le niveau requis pour les majorités qualifiées, le rôle relatif des trois « piliers » de l'Union européenne que sont le Conseil des chefs d'États et de gouvernements, la Commission et le Parlement.

Le traité de Nice avait pris en compte, de manière très partielle, le renforcement du poids de l'Allemagne. Mais Chirac et Jospin avaient alors tout fait pour en réduire l'importance, misant sur l'Espagne et la Pologne contre l'Allemagne. Il en est résulté, avec l'élargissement à vingt-cinq, un système difficilement gérable.

L'Allemagne ne pouvait se contenter de ce traité de Nice d'autant que l'élargissement à dix nouveaux pays à l'Est de l'Europe s'est fait pour l'essentiel à son propre profit. L'Allemagne a donc fixé à ce nouveau traité qualifié de « constitutionnel » l'objectif d'accroître son emprise et, cette fois-ci, le gouvernement français –

confronté comme l'Allemagne à l'offensive américaine en Irak – a dû faire alliance avec le gouvernement allemand pour éviter d'être isolé. »

C'était cependant sans compter sur les difficultés politiques de Chirac l'amenant à faire ratifier par référendum le traité constitutionnel. La mobilisation du prolétariat et le vote du 29 mai 2005 interdit cette ratification. Deux jours plus tard, les Pays-bas emboîtent le pas à la France.

Merkel, comme la bourgeoisie allemande, refuse pour autant d'enterrer le TCE, même si la bourgeoisie allemande le considère comme terriblement insuffisant. Le Monde rapporte ainsi que, lors du sommet franco-allemand de janvier 2006, « la chancelière est restée ferme sur le souhait de M. Chirac de laisser de côté la Constitution Européenne (...) [Elle] ne voit pas de raison pour l'Europe de renoncer, pour le moment, à une Constitution qu'elle a elle-même ratifiée ». De fait, la bourgeoisie allemande doit ronger son frein en attendant le départ de Chirac, préalable à la mise en place de conditions plus favorables en France pour adopter la réforme institutionnelle que le TCE devait mettre en place. Et le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel a fixé « à 2007 au plus tard » le moment où doit être tranché la réforme institutionnelle, c'est-à-dire, dans la foulée de l'élection présidentielle française. Son pays – l'Autriche – totalement alignée sur l'impérialisme allemand, préside l'Union Européenne pendant le premier semestre 2006. Sur la même ligne que Merkel, Schüssel déclare au Monde que « nous devons respecter le non des Français et des Néerlandais, mais aussi la décision de ceux qui ont ratifié le traité. »

Pour la bourgeoisie allemande, l'Union Européenne constitue un instrument incontournable et il est impensable qu'elle renonce à son approfondissement. Tôt ou tard, avec l'actuel TCE ou par un nouveau traité, elle cherchera à mettre en œuvre les dispositions contenues dans le TCE. En même temps, sauf à recourir à la force militaire, il est aujourd'hui impossible au capitalisme en général et à l'Allemagne en particulier de faire disparaître les Etats-nations dans lesquels les différentes bourgeoisies se sont constituées. Aussi puissante soit son emprise économique et financière, la bourgeoisie allemande reste et restera confrontée à d'autres Etats qui, à l'intérieur de l'Union européenne, assurent la protection des intérêts fondamentaux des autres bourgeoisies. L'avenir de l'Union européenne ne peut être qu'une crise permanente, qui s'exacerbera dès la première crise économique ou financière venue.

C'est, pour la bourgeoisie allemande, et compte tenu du rôle de l'Allemagne en Europe, une source de difficultés majeure à venir.

ⁱ www.german-foreign-policy.org